



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Gendarmerie de Bourgogne Franche Comté

Lot 1 à 3 : Désembouage

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 3 – CONDITIONS GÉNÉRALES D’EXÉCUTION.....	3
ARTICLE 5 – MODALITÉS PARTICULIÈRES D’EXÉCUTION.....	4
ARTICLE 6 – TRAVAUX EN PRÉSENCE D’AMIANTE.....	4
ARTICLE 7 – HORAIRES ET LIEUX D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET FRAIS DE DÉPLACEMENT.....	4
ARTICLE 8 – DESCRIPTION DES TRAVAUX :.....	5
ARTICLE 9 – EXUTOIRES DÉCHETS ET ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX.....	6

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché concerne des travaux de désembouage des réseaux de chauffage des Gendarmeries de Bourgogne Franche Comté

Ces travaux intérieurs seront généralement réalisés dans des Établissements recevant du public (ERP) et en milieux occupé et sur des sites militaires, les pièces d'identité de chaque intervenant devront être transmises.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

- **Répartition géographique des lots**

Lot 1 : Cote d'Or – Jura – Saône et Loire

Lot 2 : Doubs – Haute Saône – Territoire de Belfort

Lot 3 : Yonne - Nièvre

ARTICLE 3 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Le titulaire de chaque lot exécute ses ouvrages selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment selon les règles des différents D.T.U. et normes relatifs à chaque environnement.

Il demeure responsable de son organisation afin que le résultat obtenu réponde aux attendus du bureau du logement. Le détail des travaux et/ou des produits facturés est indiqué dans un devis qui sera systématiquement remis au service bénéficiaire.

Durant toute la durée du marché, le titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Les travaux doivent être exécutés de façon à entraîner le moins de gêne possible pour les usagers et les agents. Ces derniers pourront être réalisés avec ou sans occupation par les personnels présents sur le site. Le titulaire devra pour certains travaux nécessitant l'inoccupation totale des sites par les personnels habituellement en place, prévenir le service bénéficiaire au moins une semaine avant le démarrage des travaux. Toute demande en ce sens devra être motivée et ne pourra en aucun servir de prétexte au non démarrage des travaux si le service bénéficiaire estime la présence des personnels de son établissement compatible avec les travaux à réaliser.

Toute gêne prévisible (nuisances sonores, olfactives, coupure de réseau, encombrements...) devra faire l'objet d'une information auprès du service bénéficiaire au moins une semaine avant le démarrage des travaux ou des prestations.

Le titulaire doit se conformer aux dispositions du code du travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Il s'engage à employer en nombre suffisant, du personnel qualifié connaissant parfaitement l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire prendra toutes dispositions utiles pour maintenir les lieux dans le même état de propreté qu'avant ses interventions.

Il devra entre autres limiter les poussières et assurer une évacuation des déchets et gravats éventuels.

Lorsque différents corps d'état interviennent sur un même site, chaque titulaire de lot s'engage à communiquer son planning d'intervention au service bénéficiaire afin que ce dernier puisse coordonner les différents intervenants. Ceci, afin d'éviter tout blocage de chantier dans l'attente de la réalisation des différents travaux nécessaires par chaque corps d'état.

Pour les travaux de plâtrerie-peinture, les prix unitaires des travaux et des prestations incluent toutes les sujétions et moyens.

De façon commune à tous les lots, le titulaire devra disposer de tout le matériel nécessaire et ne pourra en aucun cas demander au service bénéficiaire du matériel afin d'effectuer ses travaux ou ses prestations.

ARTICLE 5 – MODALITÉS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

Le prestataire s'engage à assurer la protection des locaux et des biens sur lesquels il est amené à intervenir. Ces précautions ne pourront pas faire l'objet d'une majoration des prix tels qu'indiqués dans son offre.

Certains sites font l'objet de modalités particulières d'exécution. Il peut s'agir d'interventions :

- à des horaires particuliers en semaine,
- conditionnées par la communication préalable de l'identité de l'intervenant,
- ou rendant obligatoire le respect d'un calendrier imposant des dates d'intervention au titulaire.

ARTICLE 6 – TRAVAUX EN PRÉSENCE D'AMIANTE

Avant tout commencement ou en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur supposant que le matériau lié à son intervention est susceptible de contenir de l'amiante devra avant toute intervention le signaler au gestionnaire de site qui, après diagnostic effectué, l'autorisera à réaliser les travaux ou dans le cas de présence effective d'amiante, fera intervenir une entreprise agréée dans le respect de la réglementation en vigueur.

Dans le cas d'une intervention en sous-section 4, le titulaire disposant des qualifications nécessaires demandées dans le CCAP devra être en mesure d'intervenir.

Dans le cas d'une intervention en sous-section 3, les prestations de désamiantage ne feront pas partie du présent marché.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires au respect impératif et strict de la réglementation en vigueur en matière d'amiante, dont il est réputé avoir la parfaite connaissance

Le personnel du prestataire appelé à intervenir dans le cadre du présent marché, satisfait à l'ensemble des dispositions de la section 5 bis du chapitre I^{er} du titre III du livre II du code du travail, introduit par le décret n°2006.761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

ARTICLE 7 – HORAIRES ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET FRAIS DE DÉPLACEMENT

7.1 Horaires et lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront généralement réalisées dans des sites occupés.

Les aménagements qui entraînent des gênes ou nuisances prévisibles doivent faire l'objet d'une information préalable auprès du gestionnaire de site pour lui permettre d'informer les agents présents sur le site.

Les interventions en heures ouvrées (8h-17h) sont assurées dans les plages d'intervention précisées par chaque gestionnaire de site. Ces interventions sont comprises durant les jours ouvrés.

En cas d'urgence avérée, le prestataire a l'obligation d'intervenir dans un délai de **12 heures maximum à partir de la prise en compte de l'appel du gestionnaire de site**. Le cas échéant, le titulaire s'engage à respecter le délai plus rapide précisé dans son cadre de réponse. L'urgence s'entend comme toute demande d'intervention en vue de mettre fin à un désordre avéré entravant le fonctionnement du service bénéficiaire et pouvant avoir des conséquences lourdes d'un point de vue financier et en termes de sécurité. Dans ce cas, l'intervention du titulaire doit permettre le retour à un mode de fonctionnement normal ou en mode dégradé du service concerné. Ces interventions pourront être déclenchées en dehors des jours et heures ouvrés, pour les services ouverts en permanence ou ponctuellement 24h/24 et 7j/7.

Un forfait est rajouté au prix du bon de commande prévue au marché afin de compenser les frais engagés par le titulaire spécifiquement pour cette intervention (unité d'œuvre **TU01**).

ARTICLE 8 – DESCRIPTION DES TRAVAUX :

Le présent article a pour objet de décrire les travaux et les prestations demandés dans les DPGF.

La description n'est pas limitative mais consiste à préciser les minimas attendus.

GÉNÉRALITÉS :

Les travaux sont exécutés conformément à toutes les normes françaises et règles de construction en vigueur se rapportant à ces activités techniques, notamment :

- les lois, décrets et arrêtés en vigueur à la date du début de la réalisation des travaux.
- le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- les DTU
- les cahiers et avis techniques du CSTB
- La fiche CEE BAR SE 108
- les recommandations et préconisations du fabricant

Tous les ouvrages énumérés dans le présent CCTP devront répondre en ce qui concerne la qualité des matériaux aux spécifications des normes françaises en vigueur et modifiées avant le début des travaux. Les matériaux employés seront de première qualité. L'entrepreneur devra toutes les façons et fournitures nécessaires au complet achèvement de ses travaux. Il devra également assurer la protection de ses ouvrages. L'entrepreneur en cas de non-exécution, supportera les frais de leur mise en œuvre ordonnée par le maître d'œuvre à une autre entreprise.

Liste des sites : voir annexe 1.

Désembouage selon la méthode BAR :

8-1 : Filtre électromagnétique:

Fourniture et pose d'un pot à boues.

8-2 : Rinçage initial:

Rinçage à l'eau du système de distribution par boucle d'eau (général puis réseau par réseau)

8-3 : Réactif :

Injection d'un réactif désembouant et circulation selon dosage et temps de contact préconisés, avec une pompe de désembouage (général puis réseau par réseau ; dans les deux sens de circulation)

8-4 : Rinçage final:

Rinçage des circuits à l'eau clair (général puis réseau par réseau)

8-5 : Filtre :

Vérification du filtre (ou pot à boues) existant ou installé en 8-1 sur le circuit de retour au générateur, ainsi que l'injection d'un réactif inhibiteur qu dosage préconisé.

ARTICLE 9 – EXUTOIRES DÉCHETS ET ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Le titulaire de chaque lot est tenu d'utiliser des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent dès lors qu'ils existent. Il propose des matériaux affichant un écolabel dans la mesure du possible.

Afin de favoriser la limitation des nuisances et la maîtrise des risques naturels et technologiques, le titulaire s'engage à :

- retenir des matériaux bénéficiant d'un étiquetage environnemental (dans la mesure où ils existent).
- gérer le tri conformément à la réglementation
- assurer la valorisation des déchets valorisables
- mettre en œuvre des solutions permettant d'économiser l'énergie tout en permettant le confort des occupants
- fournir au maître d'ouvrage les fiches de sécurité des matériaux et produits.